

Contenu d'un tract à venir

## **Étudiantes et étudiants de techniques et la grève générale illimitée**

“Les gens en techniques ne sont pas touchés par la hausse des frais de scolarité universitaires; ce sont des individualistes carriéristes qui refusent de se solidariser, n’ont aucune envie de participer à un mouvement qui ne les concerne pas et empêcheront donc la grève de passer.” Voilà un condensé de préjugés fréquemment véhiculés dans le milieu étudiant. Pourtant, même si c’est plus subtil que ça, la hausse annoncée est loin de nous épargner, nous les étudiantes et étudiants en techniques au cégep. Cette hausse s’intègre dans un processus global qui aura, à terme, des conséquences importantes sur notre formation, la reconnaissance de nos compétences et nos possibilités d’avenir.

La hausse des frais à l’université augmente la valeur marchande du diplôme universitaire, du moment où l’on accepte la prémisse selon laquelle la rareté du diplôme crée sa valeur. Dans cette optique, on oublie trop souvent l’effet pervers que cela créera sur les diplômes collégiaux et la formation correspondante. Pour qu’il vaille la peine de s’inscrire dans un programme universitaire coûtant dix fois plus cher qu’une technique, celle-ci doit devenir moins intéressante. Déjà, on voit les ordres professionnels, dont nous ne ferons pour la plupart pas partie, défendre les intérêts de leurs membres en s’entredéchirant pour des privilèges acquis sur le dos de celles et ceux qui ne se sont pas prêts et prêtes à payer une formation de plusieurs milliers de dollars. La hausse sera accompagnée de multiples mesures visant à accentuer la séparation entre les formations universitaires et collégiales et à mettre en place une hiérarchisation de plus en plus importante entre qui pensent et qui exécutent. De plus, certains programmes techniques pourraient disparaître... Lorsque le ministre de la Santé propose que les infirmières et infirmiers détiennent obligatoirement un baccalauréat pour pouvoir exercer, il met en pratique la dévalorisation des diplômes techniques. L’augmentation des actes réservés aux détentrices et détenteurs de diplômes universitaires, la spécialisation des techniques et la diminution des compétences qu’elles permettent d’acquérir seront les conséquences de la logique qui sous-tend la hausse des frais de scolarité.

Nous sommes donc directement concerné-es par la lutte à venir. Pourtant, notre voix tarde à se faire entendre. Deux organisations nationales sont supposées défendre les étudiant-es des cégeps : la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et l’Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Malheureusement, la FECQ sert de vivier pour sa grande soeur, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui lui dicte son discours (par le recyclage de documents de recherches, entre autres). À l’ASSÉ, bien que le collégial et l’université soient représentés, l’exécutif national et les comités sont presque exclusivement composés d’universitaires et ce, bien qu’ils et elles ne comptent officiellement que pour le cinquième des

membres. Ni dans l'une ni dans l'autre, les étudiantes et étudiants en techniques n'ont d'espace pour s'exprimer au sujet des stratégies ni des revendications. Le discours dominant dans le mouvement étudiant présentant la hausse comme un obstacle à l'ascension sociale est méprisant pour les gens qui développent leur savoir pratique. Il ne sert aucunement à proposer d'alternative à un système d'éducation reproducteur d'inégalités, mais uniquement à faire de nous une chair à manif qui viendrait grossir les rangs d'un mouvement dont nous sommes politiquement exclu-es. Celles et ceux qui nous interpellent pour nous solidariser à leur lutte sont les mêmes qui, plus tard, bénéficieront de meilleures conditions de travail, d'une plus grande reconnaissance sociale et deviendront peut-être même nos patrons. Cette prétendue solidarité dont nous devrions faire preuve camoufle nos réels intérêts et ne remet nullement en question la hiérarchie déjà présente entre les sphères techniques et universitaires. Nous ne devons pas pour autant quitter le navire et donner raison aux préjugés qu'on véhicule à notre sujet. Au contraire, reprenons la place qui nous revient en mettant de l'avant un discours et des moyens d'action qui nous interpellent, en investissant les espaces de décision et de discussion et en participant à la mobilisation afin d'éviter d'être évacué-es du discours, instrumentalisé-es par nos « représentantes et représentants officiel-les ».

En tant que futur-es travailleuses et travailleurs du secteur technique, nous serons les plus affecté-es par une augmentation des frais de scolarité, tout comme les enfants que nous ou nos proches aurons peut-être, puisque la formation universitaire servira de plus en plus de prérequis à l'amélioration des conditions de travail. Et c'est maintenant, à l'étape de notre vie d'étudiante et d'étudiant, que nous bénéficions peut-être d'une dernière chance de défendre nos conditions de vie. Nous aurons ensuite pour la plupart un emploi exigeant, tant en nombre d'heures de travail qu'en investissement physique et mental, qui nous laissera toujours moins de marge de manœuvre pour contester. Comme techniciennes et techniciens, nous ne pourrons pas souvent compter sur des ordres professionnels ou des syndicats pour défendre nos droits et faire entendre notre voix dans la société. Dans plusieurs domaines techniques, la grève comme moyen de pression face à des politiques qui nous désavantagent nous sera interdite. Il s'agit donc peut-être là de notre dernière chance d'avoir assez de poids pour pouvoir dire et construire la société que nous voulons.

Pour cela, nous devons nous mobiliser, non pas au nom d'une solidarité abstraite qui met en place des barrières entre la pratique et la théorie, entre le collégial et l'universitaire, mais pour défendre nos intérêts au nom d'une solidarité inclusive, d'un projet de société où toutes les formes de connaissance seront promues, où l'éducation ne servira plus à reproduire les privilèges d'une minorité. Pour ça, on va se mobiliser, faire la grève et gagner.